

COMMUNIQUE DE PRESSE

L'ALLIANCE IGIHANGO REpond AUX DECLARATIONS DE L'ENVOYE SPECIAL DU PRESIDENT KAGAME SUR LE CONFLIT DE LA REPUBLIQUE DEMOCRATIQUE DU CONGO (RDC)

L'Alliance pour la Démocratie et la Réconciliation Nationale(ADRN)-"IGIHANGO" est vivement préoccupée par les récentes déclarations à la presse de Monsieur Patrick Mazimpaka, Envoyé Spécial de la Présidence rwandaise pour la République Démocratique du Congo et le Burundi.

Ces déclarations qui reprennent l'argumentaire habituel du régime de Kigali en rapport avec la présence de forces "génocidaires" ou "négatives" en RDC, le déroulement du Dialogue Inter Congolais et les garanties de sécurité exigées par le Gouvernement du Rwanda sont manifestement destinées à justifier et à pérenniser l'occupation de la RD Congo et le pillage de ses immenses ressources par les troupes et d'autres services du régime Kagame.

Monsieur Mazimpaka, feignant d'ignorer que le Rwanda contrôle près du tiers de la RD Congo depuis bientôt 4 ans, a notamment demandé à l'ONU "d'user de son pouvoir et de son influence pour désarmer les interahamwe"(miliciens extrémistes Hutu accusés d'avoir participé au génocide de 1994) dont il a en outre exigé "l'arrestation immédiate des principaux responsables ". L'Envoyé Spécial de Kagame a même demandé "que le Conseil de Sécurité de l'ONU décide et applique des sanctions contre la RD Congo pour que ce pays cesse son soutien aux Interahamwe". L'Alliance IGIHANGO rappelle que pendant plus d'une année(Mai1997-Août 1998), le régime de Kigali avait exercé sa mainmise sur le pouvoir congolais dont il s'était assuré le contrôle des rouages de la diplomatie et de la sécurité intérieure et extérieure sans pour autant régler la question des "génocidaires" qu'il persiste encore aujourd'hui à présenter comme argument imparable pour justifier son enlèvement en RDC.

L'Alliance IGIHANGO rejette catégoriquement ces déclarations cyniques et irresponsables d'un régime totalitaire. Pour clarifier son approche de la problématique du conflit de la RD Congo, elle attire l'attention du public rwandais et international sur ce qui suit:

1. Il est inadmissible de laisser au régime Kagame le loisir de faire de la chasse aux "génocidaires" l'unique projet de Société dont le seul mérite est de prendre les peuples du Rwanda et de la RD Congo en otages d'une guerre où leurs intérêts sont rarement pris en compte. L'Alliance IGIHANGO dénie au régime de Kigali la crédibilité de désigner les coupables dans une tragédie où sa propre responsabilité est engagée. En effet, lui-même accusé de crimes contre l'humanité au Rwanda et en RD Congo, le régime de Kigali est incapable de rendre une justice équitable dans un contexte où il se trouve être juge et partie. Ce régime qui s'est construit sur l'instrumentalisation du génocide de 1994 dans lequel ses chefs portent pourtant de très lourdes responsabilités est moralement inapte à en désigner et juger les coupables. Sa propension à globaliser la culpabilité, son refus actuel de coopérer avec le Tribunal Pénal International pour le Rwanda(TPIR) et son approche militariste dans le règlement des conflits politiques lui enlèvent toute crédibilité aux yeux de tout observateur averti et objectif.

2. L'Alliance IGIHANGO qui a déjà condamné les crimes de génocide et autres crimes contre l'humanité commis au Rwanda et en RD Congo depuis la guerre déclenchée au Rwanda en octobre 1990, se félicite encore une fois de l'engagement du Président Joseph Kabila de la RD Congo et son Gouvernement à collaborer avec les Instances judiciaires internationales habilitées afin que tous ceux qui ont trempé dans ces crimes puissent être arrêtés et jugés.
3. L'Alliance invite tous les Rwandais, où qu'ils se trouvent et de quelque catégorie sociale qu'ils soient, à se désolidariser de tous ceux qui ont des responsabilités personnelles dans le génocide et les autres crimes. L'Alliance s'est engagée à décourager, combattre, et éradiquer toute solidarité basée sur les appartenances politique, ethnique ou autre qui viserait à couvrir n'importe quel criminel. Néanmoins, elle condamne fermement le jeu diabolique du mensonge et de la globalisation dont se sert le Général Kagame dans de vaines tentatives de maintenir et renforcer une dictature militaire désormais aux abois. L'Alliance réitère sa volonté de coopérer avec le TPIR en vue de traduire devant la Justice tous les auteurs de tous les crimes qui sont de son ressort. L'Alliance exhorte cependant cette Instance internationale à se montrer impartiale et à ne pas céder au chantage, aux manipulations et à l'intimidation du régime de Kigali.
4. Face à l'incapacité avérée du régime Kagame de combattre efficacement l'impunité et la criminalité étatique afin d'en éradiquer la culture au Rwanda, l'Alliance IGIHANGO invite le peuple du Rwanda et la communauté internationale à se rendre à l'évidence de cet échec dramatique. Elle demande à la communauté internationale d'appuyer sans réserve, l'ouverture rapide d'un Dialogue politique Inter Rwandais hautement inclusif, seul cadre approprié pour doter le pays d'Institutions politiques susceptibles d'en assurer une gestion consensuelle. De telles Institutions seraient à même de sécuriser tous les citoyens en garantissant la sécurité de leur personne et de leurs biens, notamment à travers une justice équitable et une politique résolument favorable à l'épanouissement des droits et libertés de la personne humaine. Toute autre manœuvre, à l'instar des juridictions "Gacaca", procède de l'escroquerie morale et politique qui ne vise qu'à assurer le maintien de Kagame au pouvoir.
5. L'Alliance IGIHANGO qui estime que le Rwanda constitue l'épicentre du conflit meurtrier et souvent fratricide de la RD Congo, condamne énergiquement les prétentions hégémoniques du Président Kagame dont l'une des conséquences néfastes est l'isolement du Rwanda sur la scène régionale et internationale. L'Alliance veut et peut jouer un rôle significatif dans la résolution du conflit récurrent de la RD Congo. Elle appelle tous les citoyens du Rwanda, de la RD Congo et de toute la région des Grands Lacs à se mobiliser massivement en vue de faire avorter les visées expansionnistes du régime Kagame dans cette partie de l'Afrique où les liens d'amitié voire de fraternité sont, malgré les apparences, plus forts que la propension à s'entretuer.
6. L'Alliance IGIHANGO soutient donc la résistance légitime du peuple de la RD Congo qui fait face, à Kisangani, au Kivu et ailleurs, à l'occupation désastreuse de leur pays par les troupes du Général Kagame. L'Alliance estime que l'exigence du régime de Kigali de la nécessité en RDC d'un " Gouvernement qui prenne en compte les préoccupations sécuritaires du

Rwanda " doit, pour être acceptable, aller de pair avec l'urgence de mettre en place à Kigali, un Gouvernement crédible, légitime et représentatif qui prenne en considération les préoccupations sécuritaires de la RDC, sa souveraineté nationale et son intégrité territoriale.

7. L'Alliance considère qu'en matière d'ouverture politique et de démocratie, le régime Kagame est mal placé pour donner des leçons au moment où il tente de se faire plébisciter à travers un sombre processus constitutionnel et électoral digne d'une comédie de mauvais goût. En effet, ce régime autocratique ne doit sa survie qu'à une Terreur institutionnalisée qui se nourrit de l'intimidation, de la persécution, des arrestations, des détentions illégales et prolongées sans oublier l'élimination physique d'opposants politiques ou de défenseurs des droits de l'homme et des journalistes audacieux qui sont trop facilement assimilés à l'opposition. A ce sujet, l'Alliance réitère son exigence au Général Kagame de libérer sans condition tous les prisonniers d'opinion dont font partie M. Pasteur Bizimungu et Charles Ntakirutinka du Parti interdit " PDR–Ubuyanja ", M. Gakwandi du MDR, M. Jean Mbanda du PSD, mais également des dizaines d'autres citoyens moins connus, incarcérés en raison de leur appartenance politique réelle ou supposée.
8. L'Alliance IGIHANGO dénonce et condamne particulièrement l'extermination des Banyamulenge et d'autres citoyens du Kivu par l'armée du Président Kagame qui n'a pas hésité à recourir aux grands moyens en vue de briser une résistance de plus en plus organisée et populaire. L'Alliance se demande par quelle magie les Banyamulenge, ces Tutsi Congolais, se seraient transformés en "génocidaires" aux yeux de Kigali. Elle estime que l'impopularité croissante de ses troupes opérant sur le territoire de la RDC, les résolutions du Conseil de Sécurité de l'ONU appelant à leur retrait, les mutineries et désertions au sein de l'APR et de ses alliés congolais ainsi que son échec cuisant face à des "forces génocidaires" et/ou "négatives" réelles ou présumées, devraient amener Kagame à reconsidérer la situation et à renoncer rapidement à l'illusion dangereuse et suicidaire d'une solution militaire afin de s'ouvrir aux voix de la raison qui, de plus en plus nombreuses et pressantes, plaident pour le dialogue et des négociations politiques.
9. Les branches armées de toutes les organisations membres de l'Alliance IGIHANGO sont placées sous son autorité et, devant le peuple rwandais et la communauté internationale, elle en assume l'entière responsabilité. L'Alliance, sans exclure la légitime défense en cas de besoin, renouvelle son engagement solennel à privilégier la voie du dialogue et du compromis. Elle invite toutes les femmes et tous les hommes aujourd'hui en armes à travers la région martyre des Grands Lacs, à privilégier les voies de la Paix et de la Réconciliation. Elle demande à la Communauté internationale d'exercer des pressions efficaces sur tous les protagonistes du conflit en cours et en particulier sur le régime intransigeant du Général Kagame, en vue de faire prévaloir les approches pacifiques sur des options bellicistes.
10. L'Alliance IGIHANGO exprime enfin sa solidarité indéfectible à l'endroit de toutes les populations congolaises et rwandaises en détresse ; des citoyens qui font quotidiennement face à la guerre, des réfugiés et déplacés vivant dans la précarité et dans la nostalgie de retourner chez eux, mais aussi au peuple de

l'intérieur du Rwanda dont la liberté est bafouée et la parole confisquée par une dictature implacable.

Fait à Bruxelles, le 02 Juillet 2002

Pour l'Alliance IGIHANGO

Déogratias Mushayidi

Porte-parole & Commissaire à l'Information

Sé